

# Le gouvernement et ses partenaires engagÃ©s Ã  amÃ©liorer la desserte

Dossier de<br /> la rÃ©daction de H2o  
April 2014

La

dÃ©termination a Ã©tÃ© clairement exprimÃ©e Ã  l'occasion de la JournÃ©e mondiale de l'eau cÃ©lÃ©brÃ©e le 22 mars. Le gouvernement congolais et des bailleurs de fonds ont exprimÃ©, le 22 mars, au cercle de Kinshasa, leur engagement Ã  amÃ©liorer la desserte en eau potable dans le pays. C'Ã©tait en rapport avec le thÃème international de la journÃ©e "Eau et Ã©nergie", et le thÃème national "Eau potable prÃ©renne et en quantitÃ© suffisante".

L'activitÃ©

organisÃ©e Ã  l'occasion de la JournÃ©e mondiale de l'eau, soutenue financiÃ©rement par Wash Consortium dont SÃ©bastien Longville est le directeur national, a permis Ã  tous les structures partenaires dans le secteur de l'eau reprÃ©sentÃ©es de faire un Ã©tat de lieux de la desserte d'eau potable dans les diffÃ©rentes parties de la RDC et de marquer leur dÃ©termination Ã  travailler davantage en vue de l'amÃ©lioration de la situation.

Ã‰tablissant un aperÃ§u sur le sous-secteur, notamment sur les dÃ©fis et les perspectives, l'administrateur dÃ©lÃ©guÃ© de la REGIDESO, reprÃ©sentÃ© par le coordonnateur de la Cellule technique d'exÃ©cution eau, Jean-Louis Bongunu, a notÃ© que malgrÃ© que cette entreprise soit implantÃ©e dans les onze provinces du pays, avec 97 centres d'exploitation, le taux d'implantation reste de l'ordre de 24 % par rapport au nombre d'agglomÃ©rations identifiÃ©es, faisant partie des centres urbains et semi-urbains, Ã  charge de la REGIDESO. "Le challenge est donc encore important pour couvrir la desserte en eau de l'ensemble de l'espace urbain de la RDC", a-t-il soulignÃ©.

Pour

le responsable de la rÃ©gie, les rÃ©formes en cours engagÃ©es par le gouvernement de la RÃ©publique visent Ã  amÃ©liorer la situation de la desserte en eau en milieu urbain en proie prÃ©sentement Ã  des difficultÃ©s Ã©normes. Selon cette entreprise, pour y parvenir, il est requis l'apport de tous les acteurs du secteur de l'eau dans le pays. "C'est ici l'occasion pour nous de solliciter auprÃ¨s du gouvernement, de l'ensemble des bailleurs de fonds internationaux et des usagers de l'eau leur appuis pour la relance du sous-secteur afin de sortir du paradoxe actuel caractÃ©risÃ© par un taux de desserte extrÃªmement faible dans un environnement d'abondantes ressources en eau", a soulignÃ© le reprÃ©sentant.

De

leur cÃ´tÃ©, les bailleurs de fonds de ce secteur, par leur reprÃ©sentant, Simon Stumpf, qui ont soulignÃ© la valeur du patrimoine hydrique de la RDC, ont soulignÃ© l'absence d'un cadre juridique adÃ©quat permettant au pays de travailler afin d'atteindre les Objectifs du millÃ©naire pour le dÃ©veloppement. Pour ces derniers, l'absence d'une eau saine expose les

populations à toutes les difficultés et des maladies, avec leurs conséquences tant sur le plan financier qu'humain. C'est dans cette optique qu'ils ont réitéré leur appui au gouvernement congolais pour accroître l'accès à l'eau potable, à travers l'appui technique et financier ainsi que l'appui à l'amélioration de la coordination dudit secteur. Ces derniers ont également sollicité l'implication des acteurs congolais tant publics que privés. "Nous demandons au gouvernement congolais de prendre des mesures permettant de soutenir ce secteur", a souligné Simon Strumpf. Il s'agit, selon lui, notamment de l'adoption du Code de l'eau, qui constituera la mise en place d'un cadre institutionnel définissant les rôles des intervenants, un appui matériel et financier en vue de la restructuration du Comité national d'action de l'eau et de l'assainissement (CNAEA), la création d'un groupe thématique eau et assainissement, qui constituera un cadre propice pour la concertation sur les questions liées à ce secteur entre le gouvernement et des partenaires techniques et financiers. Les partenaires ont également sollicité de favoriser un environnement des finances publiques favorables à la gestion du secteur, le désengagement effectif de l'État dans les entreprises publiques, l'ouverture d'un partenariat public-privé et le paiement des factures des instances officielles dues à la REGIDESO afin de permettre sa restructuration, etc. "Même si les défis du secteur paraissent dénormes, nous sommes persuadés qu'une bonne politique et une bonne coordination entre les différents partenaires du secteur, nous sommes convaincus que la RDC honora ses engagements liés à l'eau", a souligné le représentant des bailleurs de fonds.

#### Justifiant

l'organisation de cette journée, le CNAEA a noté que la RDC, avec plus de 70 millions d'habitants, est l'un des pays d'Afrique ayant actuellement le taux d'accès le plus faible en eau potable (26 %). Selon cette structure, en effet, l'alimentation en eau potable est encore très faible en milieu rural où environ plus de 50 % des populations n'ont accès à aucun service social de base. "La RDC est en dessous de la moyenne sous-régionale et régionale en matière d'approvisionnement en eau potable, malgré les efforts déjà consentis par le gouvernement et surtout par les bailleurs de fonds, elle ne sera malheureusement pas au rendez-vous des OMD de 2015", a souligné le CNAEA.

#### La journée a

également visé de présenter une plaidoyer à adresser au chef de l'État et au chef du gouvernement pour solliciter l'affectation de plus de ressources financières et humaines dans un cadre de gestion harmonisé où les attributions des différents ministères techniques sont complémentaires. Elle avait également comme ambition, d'harmoniser les activités de visibilité que se proposent de présenter les différents ministères techniques et projets, de présenter un message sur l'importance de l'eau potable dans le développement de la RDC et d'instituer une commission annuelle pour l'organisation de la célébration des journées mondiales du secteur Eau, hygiène et assainissement.